

Notes sur la classe ouvrière et la décadence du capitalisme (1983)

Critique de la modernisation qui enchaîne encore plus les travailleurs et du rôle des intellectuels partisans de ce type de "progrès". Parmi les intellectuels de gauche, Gorz abandonne le prolétariat et se replie sur d'autres couches de la population (femmes, chômeurs...), croit mener une démarche autonome, en dehors du capitalisme.

NOTES SUR LA CLASSE OUVRIERE ET LA DECADENCE DU CAPITALISME

(Bulletin intérieur de mai 1983)

Introduction

Grâce à l'étude sur la condition ouvrière, nous avons mis à nu les formes modernes d'exploitation, démontré que l'aliénation subsiste et suscite une réaction, particulièrement de la part des ouvriers de production. De cette analyse, il se dégage la nécessité de lutter autrement contre l'exploitation, c'est-à-dire qu'il faut lier les revendications immédiates à un changement dans la production pour empêcher toute "récupération" et avancer vers la libération du travail.

Cela ne nous dit pas si le rôle de la classe ouvrière vis-à-vis de la société moderne est resté celui qui a été affirmé par Marx et Engels. Depuis leur époque, non seulement la classe ouvrière n'a plus exactement le même statut, d'autres classes se sont élargies (petite bourgeoisie intellectuelle) ou sont en voie de disparition (paysannerie); le capitalisme étudié par Marx dans "Le capital" s'est modifié de manière sensible, déjouant en partie ses prédictions et, par conséquent, dérouterant les révolutionnaires des pays impérialistes. [...]

Pourquoi est-ce que le mouvement ouvrier s'est embourbé ? Nous avons répondu que le développement de l'impérialisme l'a surpris, l'a dérouté; il n'était pas préparé aux nouvelles formes d'exploitation, au nouveau mode de vie. Le mouvement ouvrier a combattu le capitalisme naissant, ou plutôt dans l'enfance, et a réussi ainsi à stabiliser la classe ouvrière, mais les tâches pour vaincre le capitalisme et construire le socialisme ne sont pas encore éclaircies – il s'agit maintenant du capitalisme dans sa pleine maturité. Si cette brève explication est valable, elle implique que l'analyse marxiste doit être approfondie et que la pratique du mouvement ouvrier doit être réorientée. C'est à ces tâches que nous nous sommes attelés.

Mais il faut savoir que d'autres explications sont fournies et qu'elles contiennent sans doute une part de vérité. En effet, on ne peut se contenter d'affirmer que le mouvement ouvrier manque d'alternative, qu'il est encore jeune, etc.; s'il s'est engagé dans une voie non révolutionnaire, c'est que des intérêts objectifs réformistes l'y ont poussé: il nous faudra bien les prendre en considération, tant pour essayer de prouver qu'ils sont accessoires (notre recherche sur la condition ouvrière donne déjà des éléments solides dans ce sens) que pour éviter que nos propositions ne les renforcent.

Parmi les nombreuses autres interprétations relatives au recul du mouvement ouvrier, retenons-en trois qui nous paraissent les plus significatives.

1. A. Gorz représente une tendance que nous qualifierons de "gauchiste". Il est passé du radicalisme "ouvrier" ("prendre le pouvoir partout où c'est possible" – je schématise) au radicalisme petit-bourgeois ("Les ouvriers sont écrasés par le capitalisme", l'avant-garde, ce sont "les chômeurs et les femmes") qui le rattache à la tendance radicale du courant écologiste.

2. Le courant le plus influent qui, paradoxe apparent, va des Etats-Unis à la Chine en passant par l'URSS estime que la classe ouvrière a de moins en moins d'importance puisque ce sont les intellectuels qui sont en expansion et jouent un rôle décisif dans la croissance des pays.

3. Une 3e tendance estime que les ouvriers sont devenus des privilégiés par rapport aux peuples du Tiers Monde, leur sort semble lié à celui de l'impérialisme et notamment, les hausses de salaires ont été possibles suite à la surexploitation des colonies et néo-colonies. Seule la lutte du Tiers Monde, qui ébranlera les monopoles et enlèvera les privilèges des ouvriers, créera les conditions d'un nouveau révolutionnaire dans nos pays. S. Amin développe ce point de vue et s'appuie sur Boukharine qui était un des principaux dirigeants du Parti bolchévik et qui, déjà en 1915, a donné une base théorique à cette tendance.

On ne peut répondre convenablement à ces diverses tendances qu'en ayant à sa disposition les résultats des vastes recherches que nous entamons à peine. Néanmoins, nous commençons la polémique en nous servant de notre orientation et de notre expérience. C'est en procédant de cette manière que les idées s'éclairciront progressivement. Nous esquisserons donc certains des problèmes qui nous paraissent être parmi les plus importants pour qu'on commence à s'y familiariser.

Travail intellectuel et travail manuel

Parmi les traits frappants de l'impérialisme, il faut relever l'importance croissante du travail intellectuel. Par exemple, en Belgique, le nombre de travailleurs intellectuels dépasse celui des travailleurs manuels dont la tendance est à la baisse. L'extension des travailleurs intellectuels résulte de l'évolution des monopoles, du développement particulier des forces productives et de l'importance (nouvelle aussi) des institutions de l'Etat. Les travailleurs intellectuels sont certainement moins révoltés que les ouvriers, mais des événements comme ceux de Mai 68 en France ou de la lutte contre la guerre du Vietnam aux Etats-Unis, l'apparition du courant écologiste ou la pénétration du syndicalisme dans les "cols blancs" indiquent que des contradictions existent entre eux et les monopoles.

Le travail intellectuel est aussi de plus en plus parcellisé, automatisé, les privilèges disparaissent pour laisser la place aux maladies nerveuses, au stress, à l'instabilité,

D'autre part, on peut se demander si l'excroissance de cette couche n'est pas partiellement parasitaire (du point de vue social), liée de trop près à des aspects de la politique mondiale des monopoles et de l'Etat qui devront être éliminés. Par exemple, il arrive fréquemment que les grandes firmes installent leur administration, bureaux d'étude dans la "métropole" et placent les unités de production dans le Tiers Monde ou dans les pays européens moins industrialisés (Espagne, Portugal...).

L'automatisation atteint aussi les ouvriers dont les tâches deviennent de moins en moins manuelles; le règne de l'opérateur est en cours ou en voie de réalisation et, secondairement, celui des groupes semi-autonomes. Ne peut-on prévoir la disparition pure et simple du travail manuel et des ouvriers dans les secteurs productifs les plus modernes (chimie, électronique...) ? [...]

La leçon, implicite ou explicite, qu'en tirent de nombreux économistes et politiciens est que la croissance des forces productives dépend en fin de compte de l'activité des intellectuels, et non des ouvriers jugés passifs, incapables à un certain niveau d'être un facteur décisif (y compris dans les pays qui se sont libérés).

Le Soviétique qui répond à Gorz dans la revue "Temps Nouveaux" (voir annexe) ne dit rien de concret à propos des ouvriers ni même de l'URSS qu'il aurait pu prendre comme exemple: à se demander s'il n'est pas attiré par le gauchisme occidental. Il regrette seulement que les intellectuels expriment des opinions peu constructives, aussi visiblement rétrogrades que celles d'A. Gorz. Les louanges qu'il adresse à un ouvrage plus ancien d'A. Gorz ("Réforme et révolution") montre bien que le radicalisme à propos des ouvriers lui plaît plus; dans cet ouvrage, A. Gorz dénonçait l'aliénation que les ouvriers subissent et il en tirait la conclusion qu'il fallait tout contrôler et "prendre le pouvoir" dans les secteurs-charnières. On voit qu'A. Gorz n'a pas à se forcer pour faire ses adieux au prolétariat, il lui suffit de tirer une autre conclusion de l'aliénation. C'est la base de départ, l'appréciation de la classe ouvrière qui est unilatérale.

Le discours de HuYaobang, secrétaire du PCC, à l'occasion du centenaire de la mort de Karl Marx, est consacré aux intellectuels chinois. Partant du principe que la combinaison entre le travail intellectuel et manuel est un objectif lointain, irréalisable présentement (il l'affirme tel quel), il arrive évidemment à la conclusion que la modernisation du pays exige une promotion des intellectuels et ce jusqu'au sommet du Parti. Il appelle la population à soutenir l'octroi de privilèges (meilleures conditions de vie) en allant jusqu'à prétendre que cela incitera les ouvriers à étudier ! D'autre part, les intellectuels devraient prendre Marx et Engels pour modèles (on se demande de quels avantages Marx jouissait ?), alors que leur travail intellectuel était d'une nature fort différente de celle de la majorité des

intellectuels. En fait, s'il faut effectivement accorder des conditions meilleures à la majorité des intellectuels, c'est en fonction de leur place particulière dans la société, place qu'on ne peut modifier du jour au lendemain, mais qui enlève à cette couche toute possibilité de guider la société dans la direction du socialisme. Leur confier la direction des secteurs décisifs de l'économie ou de la politique, c'est faire le choix d'un développement capitaliste qui peut, dans certaines conditions, revêtir un caractère progressiste, anti-impérialiste.

Le point de vue qui voit dans les intellectuels une couche d'avant-garde nous paraît peu pertinent. Ils sont tellement imbriqués dans la technologie et dans l'idéologie des monopoles qu'on ne voit vraiment pas quelle alternative ils pourraient présenter. Leur révolte est importante, mais elle avorte et avortera dès que les "abus", les traits négatifs trop visibles du capitalisme sont atténués. Les contradictions entre les travailleurs intellectuels et les monopoles, leur prolétarianisation devront être étudiées avec soin pour qu'on puisse retirer tout le positif de leur mouvement et aussi pour empêcher les ouvriers de s'illusionner sur l'évolution du travail manuel et sur un rapprochement vers la condition intellectuelle.

L'économiste américain Galbraith, qui est considéré comme "contestataire", reflète les opinions de couches d'intellectuels qui se détachent de l'idéologie monopoliste et qui dénoncent divers aspects de la société. Par ailleurs, J. Galbraith estime que les ouvriers et les syndicats sont en déclin – aux Etats-Unis, le nombre de syndiqués a même baissé, les syndicats ont soutenu la guerre au Vietnam...–, et il souhaite une autre politique de l'Etat (pour l'environnement, la santé, le logement...), une économie axée sur des objectifs autres que militaires; il préfère la compétition spatiale à la course aux armements. Il déclare lui-même être un réformateur, sans d'ailleurs se faire tellement d'illusions, notamment sur la possibilité d'éviter le poids énorme des dépenses militaires.

Que penser de l'évolution du travail manuel ? Il est difficile de se prononcer à partir du petit nombre d'éléments dont nous avons connaissance pour le moment. Le travail à la chaîne automatisé a représenté une étape importante pour éloigner la société des fléaux des époques antérieures, le négatif a pris un certain temps avant de l'emporter. La poussée de l'électronique a l'avantage de supprimer des tâches pénibles, de réaliser concrètement une sorte de fusion entre le travail manuel et intellectuel. Mais le positif ne semble pas avoir la même ampleur qu'avec le taylorisme. L'abrutissement est plus intense pour la plupart des opérateurs: on ne peut même plus parler de robot, puisque l'esprit humain est dompté, il faut plutôt parler de "zombies" ou quelque chose d'approchant. La production moderne sera-t-elle de meilleure qualité, apportera-t-elle une "autre dimension" à la vie quotidienne ? Au vu des premières réalisations, il est permis d'en douter; l'individualisme, l'aliénation sont encore plus renforcés (voir, par exemple les jouets électroniques). On a plutôt l'impression que la société fait un pas de plus dans la décadence. Le risque sera encore plus grand si les industries de base sont systématiquement installées au Tiers Monde, le parasitisme sera plus ouvert et plus ample. La Suisse donne une certaine idée de ce qui nous attend: prolétariat avec beaucoup d'immigrés qui ne peuvent même pas séjourner dans le pays, ultra-développement de la finance. Une telle évolution laisse peu de place à un mouvement révolutionnaire profond.

Mais il existe des contre-tendances qu'il faut prendre en considération. Ainsi, il n'est pas évident que le Tiers Monde acceptera encore longtemps la régression, il est possible qu'un autre type de développement se répande – comme celui de la Chine, qui est plus indépendant – et freine la mise en place par les monopoles de la nouvelle division internationale du travail. D'autre part, l'intervention de l'URSS risque également de gêner l'action des monopoles (concurrence), elle peut aussi, mais c'est moins probable dans l'immédiat, l'aider (contrats...). A l'intérieur des pays impérialistes, il faut s'attendre à une réaction du mouvement ouvrier et des autres travailleurs contre la dégénérescence de la société, qui obligera les monopoles et l'Etat à modifier certaines de leurs orientations. Il est à prévoir que les résistances s'amplifieront dans les prochaines années et aideront à trouver un type de

développement qui ne repose plus sur l'exploitation des travailleurs du Tiers Monde comme des travailleurs des pays impérialistes.

Les non producteurs

Le capitalisme s'introduit partout, y compris dans les familles ouvrières. Avant, la nourriture était fournie par les paysans, les loisirs étaient organisés par des groupes ouvriers ou se passaient dans les cafés... Aujourd'hui comme l'explique Galbraith, les ménagères sont indispensables pour que fonctionne l'industrie produisant les biens de consommation, puisqu'elles gèrent le budget familial, s'occupent des achats et de l'utilisation des produits. Ceux-ci viennent quasiment tous de la production capitaliste: équipement ménager, etc. A. Gorz idéalise le rôle des ménagères et s'attache à des aspects secondaires (sentiments pour les enfants...) qui cachent leur rôle véritable. Luce a aussi relevé l'importance du fait que les ménagères essaient de suivre une autre logique que celle du profit. Mais on ne peut oublier que cette logique est soumise au mode de vie capitaliste qui vise à rétablir la force de travail des ouvriers et assurer la "succession" (enfants), elle ne permet pas non plus de résoudre les grands problèmes de la société; la limite, c'est un travail de type artisanal. A. Gorz attend aussi beaucoup des chômeurs, mais quelle société pourraient-ils créer, eux qui n'ont que des moyens dérisoires, qui sont dispersés, éloignés des centres vitaux de l'économie ? Il faudrait sans doute apporter des nuances à notre jugement sur les femmes et les chômeurs. Ainsi, les femmes, les jeunes et les immigrés qui travaillent sont mis à la production, mais une partie a reçu des emplois non qualifiés dans des secteurs économiquement faibles, comme le textile, et a été renvoyée dans ses foyers dès le début de la crise. Ceux qui chôment peuvent parfois rester en contact avec la production – travail à temps partiel, cadre spécial temporaire, coopérative... – et donc continuer à faire partie des ouvriers de production qui constituent selon nous la plus grande menace pour la bourgeoisie, les plus intéressés au socialisme. Il n'est pas surprenant que la bourgeoisie s'efforce d'éliminer ces ouvriers (automatisation, déplacement des usines...) pour stabiliser son régime; la crise montre cependant qu'elle ne peut y parvenir "en douceur". L'instabilité des tâches de production comme l'instabilité des ouvriers de production eux-mêmes – ceux-ci sont cependant mieux fixés à cause de la crise – est une donnée du capitalisme en décomposition qui, dans un premier temps, rend un renouveau plus difficile mais, aussi, le rend plus nécessaire que jamais.

A notre avis, A. Gorz touche du doigt une question essentielle, mais, dans sa réponse, il se trompe de direction: ce n'est pas en tant que "non producteur" que ces couches préfigurent l'avenir, mais bien en tant que "producteurs" (de plus en plus écartés). Il est inutile de revenir sur la résistance des ouvriers de production à l'aliénation, qui connut un grand élan à la fin des années 60 et au début des années 70. A voir le mécontentement qui règne parmi ces ouvriers, il est à prévoir qu'ils se battront encore, à condition d'avoir des objectifs plus constructifs. On ne retrouve dans aucune autre classe une telle révolte potentielle contre les monopoles, jointe à la possibilité d'orienter autrement le soi-disant progrès. .

L'impuissance d'A. Gorz devient évidente quand, en désespoir de cause, il préconise une "collaboration" entre la grande production et le secteur "autonome"¹, il va jusqu'à écrire que la grande production stimule le secteur autonome (p 145) ! Il est donc obligé de reconnaître la nécessité de la grande production et il abandonne totalement le terrain devant le pouvoir des monopoles, puisqu'il ne propose rien concernant la "sphère centralement planifiée" (grande production); niant aussi que la vie hors travail est déterminée essentiellement par le travail, il se réfugie dans des rêves peu consistants datant de l'artisanat et il passe allègrement sur les contraintes énormes qui sont exigées par ce mode de travail; de même, lorsqu'il encourage l'éducation des enfants "en chambre", il ignore superbement la crise de la jeunesse désœuvrée, tenue à l'écart de la réalité avant d'être plongée brutalement dans le travail capitaliste ou le chômage. A. Gorz fuit trop visiblement le capitalisme pour prétendre ébaucher

¹ Plus tard, A. Gorz a reconnu que le secteur autonome était une "grosse bêtise" (2011).

une alternative tant soit peu consistante. Il sacrifie les ouvriers, il ne combat pas les monopoles et les catastrophes qu'ils charrient.

Le Tiers Monde et la classe ouvrière des pays impérialistes

Le capital est international, il ne peut plus être examiné uniquement ou même essentiellement dans le cadre national. Il s'est instauré une division internationale du travail englobant le Tiers Monde. Les matières premières et les produits agricoles pour l'alimentation se situent souvent dans cette partie du monde, alors que, sous les coups de la concurrence et de la productivité, l'agriculture et les sources de matières premières (charbon, fer...) des pays impérialistes ont presque disparu. Il n'est pas faux de considérer le Tiers Monde comme étant composé de régions agraires et industrielles de base et les pays impérialistes comme des régions concentrant le travail intellectuel et la production élaborée. Cependant, depuis quelques années, des entreprises modernes de transformation, de montage ont été construites dans le Tiers Monde, particulièrement dans 5 pays (Corée du Sud, Taïwan, Mexique, Brésil et Hong Kong), ce qui annonce peut-être une nouvelle division internationale du travail: travail intellectuel dans les pays impérialistes, travail manuel dans les néo-colonies. Mais la chose n'est pas si simple puisqu'il existe des contre-tendances; dans le Tiers Monde, la pauvreté s'accroît à cause du développement désarticulé, il semble même que l'inégalité se renforce à l'intérieur de ces pays. Une telle situation est lourde de nouvelles révoltes qui entraîneront des changements: développement indépendant ou moins inégal, développement lié à l'URSS. Cela se répercutera chez nous et influencera les contre-tendances internes.

Il ne fait pas de doute que les monopoles surexploitent le Tiers Monde et s'en servent pour leur croissance économique, ce qui a des retombées pour les ouvriers de nos pays. Ceux-ci, on le sait, ont amélioré leur sort à la force du poignet, mais il a bien fallu que les forces productives atteignent un certain degré de développement qui n'est pas étranger aux rapports avec le Tiers Monde, comme d'ailleurs aux rapports avec les petites entreprises, les indépendants, etc. de nos pays.

A propos des ouvriers et des privilèges, Lénine était plus prudent que Boukharine, puisqu'il accusait seulement une petite minorité d'ouvriers, l'aristocratie ouvrière, de jouir directement de privilèges et des miettes dues à l'exploitation coloniale. Depuis lors, le sort de la masse des ouvriers a bien changé et ne correspond pas à ce que Lénine prévoyait. Cependant, nous sommes d'avis que les "privilèges" des ouvriers sont accessoires et que, fondamentalement, leur statut d'exploité n'a fait que changer de forme suite au développement des forces productives et des rapports de production capitalistes. Nous pensons donc que leur sort n'est pas principalement dû à la surexploitation du Tiers Monde, il résulte de l'évolution générale des sociétés capitalistes. Cette thèse est mise à l'épreuve avec la crise qui devrait révéler de nouvelles tendances dans le prolétariat pour un développement socialiste ne reposant plus sur l'exploitation – et encore moins sur la surexploitation !

Evidemment, nous manquons encore d'outils théoriques et d'expériences concrètes pour démontrer que notre thèse est la plus vraisemblable – elle n'exclut d'ailleurs pas que la décadence se propage dans certaines régions –, mais notre recherche sur la condition ouvrière et les expériences du mouvement ouvrier viennent en renfort à notre position. Les avis de N. Boukharine ou de S. Amin (voir annexes) nous paraissent en tout cas tendancieux dans la mesure où il n'est pas fait état de la condition réelle des ouvriers de nos pays qui est loin d'être aussi brillante que le montant comparé des salaires peut le faire croire; on peut même montrer que leur sort a probablement empiré comparativement à la période des années 36 ou 50 quand ils étaient plus pauvres.

Si nous échappons à une aggravation de la crise économique, si nous évitons toute nouvelle guerre et si le capitalisme parvient à se stabiliser dans le monde en produisant de la meilleure qualité et dans de meilleures conditions, alors on pourra peut-être parler de privilèges. Mais nous entrons dans le domaine des impossibilités, les tendances dominantes actuelles sont contraires, la situation se dégrade, les contradictions du capitalisme sont toujours bien présentes; par exemple, on peut déjà constater que l'électronique n'améliore pas le sort des ouvriers, il l'aggrave, et aggrave en plus le sort des employés !

Il faudra d'ailleurs généraliser le travail à pauses, développer à une échelle encore plus large toutes les tendances négatives modernes.

Depuis la fin de la guerre, les mouvements de libération nationale donnent les coups les plus durs à l'impérialisme. Ils ont cependant beaucoup de mal à trouver une voie de développement convenable (voir, par exemple, la soumission de Cuba à l'URSS, l'Ethiopie, le Nicaragua, les difficultés de la Chine...). Il y a certainement un lien entre la recherche d'une voie socialiste et l'essor des mouvements de libération; cela unit les peuples du Tiers Monde et des pays impérialistes.

Conclusion

Ce premier tour dans quelques contradictions du capitalisme nous permet de constater que tendances et contre-tendances s'affrontent dans le monde entier, la question du socialisme concerne aussi bien l'Occident, l'Est que le Tiers Monde. Les tâches qui nous attendent sont considérables, elles nécessitent une collaboration étroite entre tous ceux qui cherchent dans la même direction, mais elles ont l'avantage de s'insérer dans un mouvement mondial.

mai 83,
M.N.

ANNEXES

N. Boukharine, dirigeant du PCUS², sur les "privilèges" des ouvriers, 1915

Sur une plus large échelle, on arrive à la même constatation si l'on considère le protectionnisme ouvrier avec sa politique de défense de l' "industrie nationale", du "travail national", etc. Une bonne part d'ouvriers australiens et américains est pénétrée de cette idéologie: nous avons notre industrie nationale dans laquelle "nous" (c'est-à-dire les capitalistes comme les ouvriers), sommes intéressés au même titre, puisque plus "nos" bénéficiaires seront importants, plus notre salaire sera élevé.

Dans la concurrence que se font les diverses entreprises, toutes n'occupent pas une position identique. Il y a toujours des entreprises plus ou moins qualifiées qui détiennent une situation privilégiée. Dans le partage de la plus-value produite dans l'ensemble de la société, leur importance relative est disproportionnellement grande, du fait qu'elles touchent un bénéfice différentiel, d'une part, et, d'autre part, une rente de cartel (pour autant qu'il s'agisse de la nouvelle période). Une base se crée ainsi pour l'association momentanée des intérêts du Capital et du Travail dans la branche de production donnée, association qui amène le Travail à servir fidèlement le Capital.

Il va de soi que ce genre de "solidarité d'intérêts" entre le capitaliste et l'ouvrier revêt un caractère passager et ne peut déterminer la ligne de conduite du prolétariat. Si les ouvriers se cramponnaient éternellement aux basques de leur maître, ils ne feraient jamais grève et les employeurs, les subornant l'un après l'autre, les écraseraient en détail.

Or, tant que le prolétariat n'a pas encore appris à distinguer les intérêts isolés et momentanés des intérêts généraux et durables, il reste pénétré de cette psychologie bornée, il ne s'en libère que sous l'effet de la lutte de classe, qui se développe et qui finit par supprimer l'étroitesse locale en cimentant les ouvriers, en les opposant, en tant que classe, à la classe capitaliste. Ainsi la mentalité de l'époque patriarcale a disparu le jour où le lien qui unissait le patron et l'ouvrier d'une entreprise isolée a été rompu. Ainsi s'est évanouie l' "étroitesse corporative des syndicats d'ouvriers qualifiés".

Or, la fin du XIXe siècle qui a détruit en grande partie les liens entre le capitaliste et l'ouvrier, en opposant ces classes et leurs organisations, classes et organisations en principe ennemies, n'a pas encore supprimé les liens qui subsistent entre la classe ouvrière et la principale organisation de la bourgeoisie: *l'Etat impérialiste*.

L'association de la classe ouvrière avec cette organisation a trouvé son expression dans l'idéologie du patriotisme ouvrier ("social-patriotisme") et dans l'idée de la patrie, que la classe ouvrière est tenue de servir.

Après ce que nous venons de dire, la base matérielle de ce phénomène apparaîtra clairement si nous portons nos regards sur la sphère tout entière de l'économie mondiale.

Nous avons vu qu'à la fin du XIXe siècle, la lutte pour la concurrence est passée en grande partie dans la concurrence extérieure, c'est-à-dire dans la concurrence sur le marché mondial. Ainsi, l'organisation étatique du capital, "l'Etat-patrie", qui s'est transformée en trust capitaliste national, s'est substituée à l'entreprise isolée. Elle a fait son entrée dans l'arène mondiale de la lutte avec tout le poids de son lourd appareil.

C'est de ce point de vue que l'on doit tout d'abord examiner la politique coloniale des Etats impérialistes.

Il y a beaucoup d'internationalistes modérés qui croient que la politique coloniale ne rapporte rien à la classe ouvrière, qu'elle ne fait que lui nuire et que, par suite, elle doit être repoussée. D'où le désir

² PCUS: Parti communiste d'Union soviétique.

bien naturel de démontrer que les colonies ne sont d'aucun profit et qu'elles sont une entreprise essentiellement onéreuse du point de vue même de la bourgeoisie. Cette théorie est soutenue, notamment, par Kautsky.

Malheureusement, le défaut de cette théorie est d'être tout simplement fausse. La politique coloniale est une source d'énormes profits pour les grandes puissances, c'est-à-dire, pour leurs classes dominantes, pour le "trust capitaliste national" Voilà la raison de la politique coloniale de la bourgeoisie. Mais, par là même, celle-ci a la possibilité d'augmenter les salaires aux ouvriers au prix de l'exploitation des sauvages des colonies et des peuples conquis.

Voilà les résultats de la politique coloniale des grandes puissances. Ce ne sont ni les ouvriers du continent, ni les ouvriers anglais qui ont fait les frais de cette politique, mais les peuples coloniaux. Tout ce que le capitalisme représente de sang, de fange, d'horreur et de honte, tout le cynisme, toute la cruauté de la démocratie moderne, s'est déversé dans les colonies. En revanche, les ouvriers européens y ont gagné, sur le moment, en obtenant des salaires plus élevés, grâce à la "prospérité industrielle".

Le «progrès» relatif de l'industrie d'Europe et d'Amérique a donc été conditionné par la soupape de sûreté qu'a constituée la politique coloniale. Ainsi l'exploitation des "tiers" (producteurs précapitalistes) et du Travail colonial, a abouti à une augmentation de salaires pour les ouvriers européens et américains.

A ce propos, il importe de noter que, dans la lutte pour les colonies, les débouchés et sources de matières premières, les sphères d'investissement de capitaux et la main d'oeuvre bon marché, les "trusts capitalistes nationaux" ont été loin de remporter des succès d'égale importance. Alors que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Amérique avançaient à toute allure sur le marché mondial, la Russie et l'Italie, en dépit de tous les efforts des impérialistes, se sont révélées trop "faibles".

Ainsi, quelques grandes puissances impérialistes se sont posées en prétendantes au monopole mondial vis-à-vis des autres, elles se sont affirmées "hors concurrence".

Du point de vue économique, la situation se caractérise ainsi:

Le partage de la plus-value mondiale s'effectue au cours de la lutte sur le marché international. Dans le cadre de l'"économie nationale", comme dans celui de l'économie mondiale, les plus forts concurrents (en l'occurrence il faut tenir compte de facteurs très complexes: structure de production force de l'appareil militaire d'Etat, avantages d'une situation résultant de l'existence de certains "monopoles naturels «, etc.), obtiennent un surprofit, un profit différentiel spécifique (grâce à une structure supérieure de production) et une rente de cartel spécifique (grâce à la pression de l'appareil militaire qui appuie le monopole).

Le surprofit obtenu par l'Etat impérialiste est accompagné d'un salaire élevé pour certaines couches de la classe ouvrière, en premier lieu pour les ouvriers qualifiés.

Autrefois également, on a pu observer ce phénomène. Frédéric Engels l'a mentionné à maintes reprises lorsqu'il soulignait l'hégémonie de l'Angleterre sur le marché mondial et le conservatisme du prolétariat anglais qui en résultait.

Du fait que le prolétariat était relativement intéressé à la spoliation des colonies, des liens se sont développés et affermis avec l'organisation patronale de l'Etat bourgeois impérialiste. Dans la littérature socialiste, cette psychologie a trouvé son expression dans le point de vue "étatique" des opportunistes social-démocrates. Cette "sagesse" d'Etat, que l'on s'appliquait à souligner à tout propos et hors de propos, a été un abandon complet du marxisme révolutionnaire.

Marx et Engels voyaient dans l'Etat l'organisation de la classe dominante, écrasant par le fer et dans le sang la classe opprimée. Ils supposaient que, dans la société future, il n'y aurait plus de classes. Certes, pour l'époque transitoire de la dictature du prolétariat où, momentanément, celui-ci constitue la classe dominante, ils insistaient (avec raison) sur la nécessité d'un appareil d'Etat spécial pour mater les classes renversées. Mais ils haïssaient l'appareil d'Etat oppresseur et, de ce point de vue, ils se livraient à une critique impitoyable des lassalliens et autres "hommes d'Etat". Il est certain que ce point

de vue révolutionnaire est en rapport avec la thèse bien connue du *Manifeste Communiste*: les prolétaires n'ont pas de patrie.

Les épigones socialistes du marxisme ont relégué aux archives la position révolutionnaire de Marx et Engels.

(extrait de "L'économie mondiale et l'impérialisme")

Avis d'un communiste du Tiers monde sur les ouvriers d'Occident: Samir Amin³

L'argument de ceux qui rappellent constamment la contradiction fondamentale bourgeoisie/prolétariat ne fait guère avancer le débat; le prolétariat existe à l'échelle mondiale ici et là. Or, à un moment donné de l'histoire, certains secteurs du prolétariat sont plus avancés que d'autres. Les citations à coups de Marx ne permettent pas d'expliquer cette situation, puisque le phénomène impérialiste lui est postérieur; à coups de Lénine, peut-être un peu plus, puisque c'est Lénine qui a analysé le premier d'une façon décisive l'impérialisme. Mais enfin, il est mort en 1924; le système a continué, les luttes se sont développées, les choses se sont transformées et Lénine était d'abord préoccupé par la lutte à l'intérieur de la IIe Internationale contre le révisionnisme et la préparation de la révolution russe; il l'a situé dans un cadre correct, qui est celui de l'impérialisme, mais il n'a pas donné de réponse à tout ce qui s'est passé de son temps, et a fortiori après.

En fait, il apparaît que les révolutions socialistes n'ont eu lieu qu'à la périphérie du système (Chine, Vietnam, Corée, Cambodge, Laos, Cuba), qu'en dépit du développement du capitalisme à la périphérie et de l'absence de perspectives immédiates, les masses populaires ouvrières et paysannes y sont rarement placées sous la domination idéologique de la bourgeoisie et de l'impérialisme et que, de ce fait, le potentiel révolutionnaire y est énorme. Il y a donc de fortes chances que le mouvement continue dans le même sens. Par contre, les classes ouvrières d'Occident sont, jusqu'à présent, dominées par l'hégémonie social-démocrate ou révisionniste (qui devient de plus en plus clairement la même), ce qui n'empêche ni des luttes de classes ni des combats parfois violents, mais privent ceux-ci de la perspective socialiste.

Pendant, ces faits peuvent toujours être discutés, dans la mesure où ce qui est vrai un jour ne l'est pas nécessairement le lendemain; en outre, les révolutions dites socialistes dans la périphérie posent une série de problèmes après leur réalisation: il ne s'agit pas d'une transition paisible, sans problème, vers le communisme, c'est-à-dire vers l'abolition des classes sociales, des rapports marchands, de la division du travail, etc. L'objectif final est lointain, extrêmement lointain encore. Tous les arguments, qu'il s'agisse de citations de Marx ou de Lénine, ou les faits mêmes, laissent le débat ouvert: il faut observer les luttes réelles, analyser comment elles s'articulent et leur signification.

Evitons ici un malentendu supplémentaire: il n'existe aucune prophétie possible sur le déroulement de l'histoire. Nous devons simplement mettre l'accent sur un rapport dialectique entre les luttes au centre et celles de la périphérie. Dans telle situation datée, lesquelles sont les principales, lesquelles sont secondaires? Autrement dit, quelles luttes agissent qualitativement sur les autres?

Dans la mesure où l'impérialisme peut reporter l'exploitation sur la périphérie, peut approfondir cette exploitation, il acquiert les moyens objectifs de renforcer l'idéologie social-démocrate au centre et, par conséquent, il parvient à diviser la classe ouvrière, à lui enlever sa perspective politique autonome et à intégrer ses luttes dans des projets qu'il continue à maîtriser.

Dans la mesure où la périphérie résiste, à des degrés divers – le plus avancé étant la libération, c'est-à-dire la sortie du système impérialiste –, dans la mesure où le mouvement de libération nationale dirigé par le prolétariat s'étend, entraînant la grande masse des paysans exploités, il existe la possibilité d'une coupure qualitative. Celle-ci n'est pas le socialisme, mais seulement une coupure vers le socialisme, le point final à l'exploitation impérialiste, mais pas nécessairement au développement des forces capitalistes autochtones. C'est là la signification du degré maximal de résistance à l'exploitation impérialiste. Le degré minimal est celui des bourgeoisies dépendantes qui, dans une conjoncture donnée, dirigent le mouvement de libération nationale et, *de facto*, à travers ces luttes, arrachent un nouveau partage plus favorable pour elles qui, par là même, limite les profits du capital des monopoles. Dans la mesure donc où la périphérie résiste, à ces degrés divers, le capital impérialiste est obligé de reporter la contradiction à l'intérieur des métropoles, réduisant par conséquent la base objective de la social-démocratie et renforçant les tendances à une reprise révolutionnaire.

³ S. Amin partage l'avis de N. Boukharine.

Jusqu'à présent (c'est-à-dire entre 1870 et 1979), la tendance principale a été que les luttes de libération nationale, à des degrés divers – du plus fort, prise en main par le prolétariat et rupture avec l'impérialisme, au plus faible, direction par la bourgeoisie arrachant des concessions récupérées par le réajustement du système impérialiste –, sont le moteur de l'histoire contemporaine. Ainsi, l'élargissement ou le rétrécissement de la base objective de la social-démocratie au centre a dépendu pour l'essentiel de ces luttes de libération à l'échelle d'un siècle, avec des hauts et des bas, bien entendu, puisque ces résistances et ces luttes ne se sont pas développées de façon linéaire, mais en accumulant tantôt des victoires, tantôt des défaites, que celles-ci soient dirigées par le prolétariat ou par la bourgeoisie.

Le mouvement de libération nationale est-il ce que nous affirmons: le moteur de l'histoire et la force principale d'émergence du socialisme ? Si l'on réduit ce mouvement à celui de la lutte pour l'indépendance nationale politique de l'Asie et de l'Afrique, on est tenté de conclure qu'il n'occupe qu'une phase relativement brève de l'histoire contemporaine de 1945 à 1963-70, peut-être. Mais retournons donc au déroulement de l'histoire contemporaine. Depuis 1880, le fait impérialiste commande tous les événements importants, pèse sur tous les affrontements et en détermine les solutions. Simultanément, depuis 1880, la lutte de libération nationale ne cesse de s'amplifier.

Dans une première phase, de 1880 à 1914, cette lutte n'est pas encore le moteur immédiat de l'histoire; mais la révolte des classes ouvrières au centre du système a cessé de l'être. C'est pourquoi cette phase est l'âge d'or de l'impérialisme. Les classes ouvrières sont déjà subordonnées à leurs bourgeoisies impérialistes et, s'il faudra attendre 1914 pour en mesurer la portée, la IIe Internationale apparaît bien, avec le recul du temps, comme l'instrument de cette subordination. Les mouvements de libération commencent seulement à se constituer, mais ils ne sont pas encore sortis de l'âge précapitaliste; ils se proposent plus de résister à l'agression que de libérer quoi que ce soit. C'est pourquoi, durant cette phase, les contradictions inter-impérialistes occupent le devant de la scène: c'est la Belle Epoque où la diplomatie des Puissances est le moteur immédiat de l'histoire. Cette phase se clôt par la Grande Guerre, la révolution russe, le mouvement du 4 mai en Chine, Kemal Atatürk, le Wafd égyptien et le Congrès indien.

De 1918 à 1945, le devant de la scène n'est plus occupé exclusivement par les contradictions inter-impérialistes, qui subsistent pourtant encore et opposent vainqueurs et vaincus de 1918. Parallèlement, l'époque voit la montée de la révolution russe, puis ses piétinements et ses reculs, la montée de la révolution chinoise, la montée des mouvements de libération sur les trois continents: populisme latino-américain, révoltes et révolutions indépendantistes modernes réprimées en Asie et en Afrique. Ce complexe des forces montantes accuse à nouveau les contradictions internes dans les centres et les crises d'après la première guerre, puis de 1930, mettent en lumière ces contradictions sociales. La période se clôt par la seconde guerre mondiale, qui marque la fin de la remontée du mouvement ouvrier occidental, tandis que se poursuit le développement des autres forces, celles de l'Union soviétique comme celles de la libération nationale.

A partir de 1945 s'ouvre une troisième période, au cours de laquelle s'affirme la prédominance du mouvement de libération nationale. Les contradictions inter-impérialistes sont atténuées par l'hégémonie américaine, au point que la thèse économiste du super-impérialisme paraît confirmée: l'Etat deviendrait l'instrument passif des multinationales, qui façonneraient le monde à leur image. On constate en même temps que le mouvement ouvrier occidental ne se remet pas de la défaite des années 30 et 40: avec le recul du temps, il apparaît tout autant subordonné qu'il l'était avant 1914.

Les métamorphoses du néo-marxisme, par Youri Ostrovitianov

Le néo-marxisme, après avoir parcouru tous les cycles de l'enfer social et théorique, est devenu l'attribut de théoriciens différents, voire opposés, mais qui n'en ont pas moins assimilé les zigzags, les hésitations et les tournants immotivés en épingle à cheveux qui le caractérisent. Le personnage qui incarne peut-être le mieux ce genre de flottements et revirements est André Gorz, sociologue français connu, auteur de nombreux livres et essais suscitant invariablement des débats houleux. L'analyse comparée de ses livres *Réforme et Révolution* et *Adieu au prolétariat. Au-delà du socialisme* est particulièrement déroutante.

Réforme contre la révolution ou réforme pour la révolution

Dans *Réforme et Révolution*, Gorz, tentant de s'appuyer sur les conclusions du marxisme, décrit avec brio les processus et les contradictions du monopolisme d'Etat.

A la différence de Theodor Adorno et d'Herbert Marcuse, Gorz cherche les antagonismes principaux du capitalisme dans ses rapports de production; il ne nie pas, mais défend au contraire vigoureusement la thèse selon laquelle la classe ouvrière que sont les prolétaires du travail intellectuel et physique est la force motrice de la révolution.

Selon Gorz, un véritable régime despotique, avec sa discipline militaire et sa hiérarchie, un régime exigeant des travailleurs une docilité totale, règne dans les entreprises, au-delà en quelque sorte de la société formellement libre. Le capitalisme est impuissant à satisfaire les besoins sociaux qui ont complètement changé depuis le début du siècle. Ce qu'il faut aux gens maintenant, ce n'est plus seulement un salaire élevé, mais encore la possibilité de créer, de tirer une satisfaction morale de leur travail. Or le labeur dans les entreprises capitalistes n'exige aucun effort d'imagination, obéit à un régime technologique intransigeant, à la gigantesque course aux profits. Il est monotone et ennuyeux, diamétralement opposé à la création, aliéné vis-à-vis du travailleur. Pas seulement dans les usines, mais aussi dans les bureaux, les sociétés, les banques, les institutions scientifiques, les gens, loin de maîtriser la technique, en sont des valets dociles, guère plus que des éléments du mécanisme de production ou des chiffres sur la carte perforée sociale.

Comme le remarque fort pertinemment Gorz, la double oppression de l'exploitation et de l'aliénation, l'étouffement systématique de l'individualité, des capacités professionnelles et humaines, l'impossibilité de contrôler la production sont la cause véritable, quoique peut-être non discernée par la conscience, de la lutte économique de la classe ouvrière pour un accroissement de sa part dans la consommation et la majoration de ses salaires. L'ouvrier, même hautement spécialisé, veut vendre sa vie le plus cher possible si tant il est qu'il n'a d'autre choix que de la vendre.

Mais la participation des ouvriers au marathon de la consommation n'affaiblit pas leur dépendance du capital, elle la renforce au contraire, elle est une véritable complicité du prolétariat dans l'oppression de soi-même. Les prolétaires ne remarquent pas qu'ils sont pris au piège, ils acceptent les règles du jeu capitalistes qui les condamnent à un échec inévitable. Le salaire de cet échec, c'est leur vie dépensée en pure perte, leurs loisirs sans joie, leur culture châtrée. L'aliénation du travail, base du système capitaliste, suppose une aliénation de la consommation.

Mais l'abrutissement, l'apathie, le sentiment d'absurdité de l'existence qu'engendre la production capitaliste entrent en contradiction aiguë avec celle-ci, s'insurgent contre elle, deviennent un barrage au développement des forces productives. L'accroissement dans la production de la part du travail intellectuel et la diminution de celle du travail manuel, estime Gorz, présentent un risque énorme pour le capital, L'activité créatrice intelligente et autonome est l'antipode, l'antagoniste du capitalisme, la charge explosive qui pourra le détruire.

Le capital est pris dans l'étau d'un dilemme insoluble, entre la nécessité dictée par la révolution scientifique et technique de lâcher du lest et de permettre à l'individu de réaliser ses potentialités créatrices et le désir, pour son propre salut, de les détruire et de les écraser. Et de chercher l'issue hors de ce cercle vicieux dans une instruction tronquée, amputée, écourtée. Le but d'une telle instruction tronquée est d'inculquer aux prolétaires du travail intellectuel ainsi volés le sentiment de leur infériorité, de les contraindre à s'incliner devant la science et la culture de l'élite.

Seule une révolution qui modifierait radicalement l'évolution sociale peut assurer à la société une orientation humaniste. Mais à la différence des néo-marxistes traditionnels, André Gorz inclut aussi les réformes radicales dans le processus révolutionnaire. Il découle de ses raisonnements qu'il existe deux types de réformes, les réformes contre la révolution et les réformes pour la révolution. Dans les premières, il range celles que préconise le réformisme classique qui place les réformes partielles au-dessus de l'objectif révolutionnaire; dans les secondes, les revendications visant à satisfaire des besoins sociaux qui ébranlent la stabilité du capitalisme. On ne peut pas gagner la bataille, estime Gorz, quand l'adversaire met en jeu tous ses moyens, si les revendications partielles ne laissent entrevoir un but méritant qu'on lui consacre tous ses efforts.

Adieu le prolétariat?

Mais voilà que paraît soudain, en 1980, l'essai d'André Gorz *Adieu au prolétariat. Au-delà du socialisme*. Il ressuscite toutes les idées fondamentales du néo-marxisme: l'aliénation totale et prédestinée du régime industriel vis-à-vis de l'individu, l'impuissance et la solitude de la personnalité humaine, la toute-puissance du capital, l'incapacité du prolétariat d'entreprendre une action révolutionnaire. Gorz renie tout ce qui faisait sa foi, sans pour autant se convertir à une autre foi. Il ne croit plus en rien. Il renonce à la thèse de Marx selon laquelle le développement des forces productives prépare les conditions matérielles du socialisme. Au contraire, il pense que la révolution scientifique et technique et l'inflation incessante de la division transnationale du travail, la concentration et l'internationalisation rapides de la production leur confèrent une ampleur telle qu'elles échappent non seulement à toute tentative du prolétariat d'en prendre possession, mais même à tout contrôle de la part de la bourgeoisie.

Le sociologue souligne que la bourgeoisie n'assume plus le pouvoir sur la société. Celle-ci est dominée par une force mondiale, un capital impersonnel qui fait des capitalistes eux-mêmes ses fonctionnaires, les exécutants de ses quatre volontés et décisions. Le capital ne reconnaît qu'un régulateur: la gestion centralisée par l'Etat qui peut s'effectuer de préférence sur la base de la propriété publique, mais aussi – ce n'est pas exclu – sur celle de la propriété privée. Mais l'Etat lui-même n'est pas tout-puissant. Il est gouverné, transformé en appareil exécutif par un dictateur encore plus puissant que lui: l'impératif technologique qui étouffe tous les élans de l'humanité vers la justice et la liberté, qui s'assujettit jusqu'au pouvoir politique. Ce système, selon Gorz, a su transformer le prolétariat en un boulon, en un simple soldat de la production, le priver de la conscience de son appartenance de classe.

L'essai *Adieu au prolétariat* est pénétré d'une nostalgie poignante pour le capitalisme prémonopoliste, époque de maîtres-ouvriers hautement qualifiés, où la classe ouvrière possédait des traditions, une culture, une élite, des organisations, était l'hégémonie en puissance des travailleurs. Souveraine du travail, la classe ouvrière était un adversaire digne de la bourgeoisie, partait de l'idée que si elle pouvait gérer la production, elle pourrait aussi gouverner la société, mener à bien la révolution socialiste. Il n'est pas difficile de s'apercevoir que le tableau socioéconomique brossé par André Gorz rappelle plutôt le système des corporations de métier que le capitalisme prémonopoliste, que ses prolétaires ressemblent plutôt à des artisans hautement qualifiés appelés eux-mêmes maîtres et les produits de leur travail, étalons et chefs-d'oeuvre, et que sa révolution socialiste ressemble à une révolution industrielle couronnant la parcellisation du travail.

Mais notre sociologue insiste sur le fait que le travail souverain disparaît dans la société capitaliste moderne et qu'avec lui, s'évanouit la conscience révolutionnaire du prolétariat. Tous ces raisonnements

aboutissent à une conclusion unique: verdict de mort contre la mission historique du prolétariat. Il le prononce, en affirmant que l'idée de la prise du pouvoir par les ouvriers est dénuée de fondements et de contenu, historiquement injustifiée. Si les capitalistes sont de simples vassaux du capital, leur expulsion des postes de commandement politiques et économiques n'impliquerait que le remplacement de la vieille bourgeoisie par une nouvelle. La seule issue laissée aux travailleurs est de reconnaître l'inutilité de leur lutte, l'impossibilité d'éviter le pouvoir fonctionnel, l'impératif technologique, l'Etat qui leur est étranger et hostile. La sagesse commence là où on se rend compte, avoue Gorz avec amertume, qu'il existe des contradictions auxquelles il faut se résigner sans tenter de les lever. L'individu n'a d'autre choix que de s'enfermer, comme dans une tour d'ivoire, dans son monde intérieur, d'ériger un mur épais entre lui et toutes les influences extérieures, entre lui et ses devoirs envers la société, de se condamner à "cent ans de solitude", de s'abriter contre les orages sociaux du siècle dans sa propre maison, dans son jardin, dans toutes sortes de distractions, autrement dit dans le gaspillage de son temps libre.

Nous serions donc en présence d'une impasse historique, du désespoir social, d'une situation sociale à laquelle il n'y aurait aucune issue réaliste. André Gorz pourtant en propose une, sans remarquer peut-être que cette issue ressemble non à une percée révolutionnaire vers une nouvelle civilisation humaine, mais à une auto-décomposition du capitalisme rappelant la décadence de la Rome antique.

Le sociologue affirme que la crise du capitalisme engendre un néo-prolétariat qui constitue une "non-classe" composée de représentants de toutes les couches de la société jetés par-dessus bord par l'automation et l'informatisation de la production: chômeurs réels ou potentiels, travailleurs provisoires à emploi non garanti ou travaillant à temps partiel. Cette "non-classe" n'est liée par rien au capitalisme, n'a pas intérêt à développer les forces productives, elle incarne le refus de la production pour la production et de la morale de l'accumulation. Le néo-prolétariat est flou, imprécis, passif, privé de vues communes sur l'avenir, il assiste à sa propre naissance en simple spectateur. Mais, insiste André Gorz, c'est pour cela qu'il est intérieurement libre, indépendant des lois économiques et sociales, qu'il est guidé dans son comportement par le désir subjectif qui surgit de façon autonome dans chaque individu. Le néo-prolétariat est le précurseur d'une singulière anti-société où seront détruits les classes en même temps que le travail et tous les types de domination. Tous les liens entre hommes s'y briseront, les piliers sociaux s'y écrouleront et des règles sans morale et une morale sans règles y régneront.

Mais le sociologue se reprend soudain et, se contredisant lui-même – pour la quatrième fois ! – il fait un bond absolument illogique de cette société parfaitement irréalisable à ce qu'il appelle le "socialisme postindustriel", régime dont les bases – entendez: les prémisses matérielles que Gorz nie – existent dans la société capitaliste monopoliste d'Etat. Son trait caractéristique est la "coexistence", pour employer la terminologie de Kant, de l'hétéronomie en voie de réduction (de la sphère du travail indispensable) et de l'autonomie en voie d'accroissement ou aire souveraine de la personnalité. L'activité de l'homme y sera privée de but économique, prendra la forme d'un développement des talents et d'une joie esthétique. Le temps de travail dans les deux sphères doit réduire la monotonie et les contraintes du travail non qualifié, lequel sera également réparti entre tous les membres de la société.

Mais même la réalisation de ce projet, qui reprend certaines idées marxistes, Gorz ne la conçoit pas sans un "dégrossissement" de la production, sans un retour aux petites entreprises. Le sociologue fait là une tentative désespérée de barrer la route au puissant courant historique, de revenir à un passé précapitaliste qui n'a même pas le mérite d'avoir réellement existé, à un "âge d'or" imaginaire qui n'a existé que dans les esprits des utopistes où, pour parler comme Lénine, en un lieu inexistant.

Destruction sans création

L'idée maîtresse du marxisme, c'est la révolution au nom d'une création historique nouvelle, de la transition de la préhistoire de l'humanité à son histoire proprement dite. La révolution prolétarienne, en détruisant le capitalisme, élimine l'exploitation économique, l'oppression politique, ouvre les portes

devant la construction du socialisme et du communisme, surmonte – dans un avenir distant, assurément – tous les types d'aliénation.

Le marxisme, et non sa malade ramification néo-marxiste, a démontré la thèse que l'aliénation est l'ombre et la compagne du capitalisme dès sa naissance à sa fin inéluctable. Marx a prouvé que la classe supérieure de la société industrielle n'aurait pas su s'imposer aux postes de commande si le capitalisme n'avait inoculé à l'humanité le virus du réisme, le fétichisme marchand, s'il n'avait pas substitué aux relations nettes et claires entre les hommes des relations sombres, déformées par le réisme. Après avoir inscrit dans ses chartes et ses déclarations du XVIII^e siècle son appel à un individualisme sans bornes, le mode de production capitaliste l'a bientôt écrasé de l'immense poids de son colosse industriel et technique. Après avoir proclamé la liberté de l'homme, il l'a immédiatement scindée en parts spécialisées, lui a passé les fers invisibles de la division générale du travail qui lui semblaient d'autant plus lourds qu'était épais le brouillard réiste qui lui cachait son rôle historique progressiste: nouer des liens sociaux nationaux, puis internationaux, généraux.

La production pour la consommation et la consommation pour la production, l'accumulation matérielle en tant que but en soi dénaturent les travailleurs, les privent non seulement du temps indispensable et supplémentaire, mais encore de leur temps libre, soumettent leur vie au rythme rigide de la culture industrielle et à la servitude souple, mais tenace de la soif inassouissable de consommer. "Qu'est d'autre la richesse, demandait l'auteur du Capital, la mise en valeur absolue des dons créateurs de l'homme, sans aucune prémisses autre que le développement historique antérieur qui transforme en but en soi cette intégralité du développement..."

Mais la société industrielle antagoniste remplace cette vraie richesse par une fausse richesse, l'universalité des hommes par l'universalité des choses, elle transforme les valeurs matérielles en fétiches, elle en fait des symboles de la condition sociale et du prestige; de serviteurs des hommes elle les métamorphose en leurs féroces et démoniaques seigneurs. La pleine manifestation de la nature de l'homme, disait Marx, dégénère dans l'économie bourgeoise en une vacuité et une aliénation les plus totales, en un processus universel de réification.

La révolution prolétarienne est la vraie dialectique de l'action, non une dialectique imaginaire, c'est la critique de la critique, c'est la marche ardue vers une nouvelle civilisation humaine. Les révolutions prolétariennes, écrivait Marx, "... se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et de se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière..."

La pensée marxiste ne cherche pas la fin du capital dans une révolte individuelle condamnée d'avance, dans une insurrection sans espoir ou un désespoir sans insurrection, dans la négation pour la négation et, finalement, dans l'auto-décomposition du capitalisme. Elle la voit dans la logique impitoyable du capital lui-même qui développe les forces productives jusqu'à la limite au-delà de laquelle il devient parfaitement inutile. A la différence d'André Gorz, qui pense que le travail monotone et sans contenu doit être également réparti entre les membres de la société et les loisirs, se transformer en soif de distraction ou au désir de s'isoler comme un ermite, Marx reconnaît l'indivisibilité, l'indissociabilité, l'unicité du temps de travail et du temps libre. Le temps libre est avant tout une activité noble, un stimulant permettant à l'homme de développer toutes ses facultés, de se perfectionner et de croître intellectuellement. L'homme rénové revient à la production, laquelle devient pour lui une école de discipline et un objet d'application de ses connaissances, une science créatrice et expérimentale. En ce cas, écrivait Marx, "... l'économie du temps de travail peut être considérée comme la production du capital principal, ce capital principal étant l'homme lui-même".

Mais dans les théories des néo-marxistes, l'avenir apparaît comme une anti-production, une anti-consommation et même une anti-pensée, toute tentative nouvelle de comprendre la réalité étant niée en tant que fausse conscience. Cette société est une destruction continue sans création, un territoire socio-économique réduit en cendres ou, comme l'a dit T. Adorno, "un no man's land entre les poteaux des frontières de l'être et du néant".

Comme on le sait, les idées ne sont pas générées spontanément à partir de rien. La théorie critique est le reflet subjectif de la condition sociale des masses en train de se déclasser et de perdre tout espoir. Ces masses oscillent entre les pôles de l'indignation et de la dépression, de la protestation et du désespoir, du rêve de cataclysmes révolutionnaires et de l'effroi devant les difficultés de la construction du nouveau système social.

Mais il serait simpliste de réduire le néo-marxisme à la simple expression de l'état d'esprit du lumpenprolétariat. Car celui-ci a des causes mal comprises, certes, mais objectives: la tendance, révélée encore par Lénine, de dépersonnalisation du capital, sa transformation, selon l'expression de Jack London, en "talon de fer" piétinant l'individu; le triomphe insolent des idéaux consommateurs, le rôle économique et social considérablement accru de l'Etat, les techniques raffinées de manipulation de la conscience. Mais la cause principale, comme nous l'avons déjà dit, est l'émiettement cruel de l'intelligentsia en un mandarinat savant et en un prolétariat intellectuel. Le progrès scientifique et technique, sous sa forme capitaliste, est en train de mettre en valeur un continent nouveau: la vie intellectuelle, la science, la culture, la création libre. Il transforme l'intellectuel à culture universelle en spécialiste étroit, incapable d'embrasser du regard la production et la vie sociale.

En principe, le prolétariat intellectuel, qui compose une sphère non productive représentant, rien qu'aux Etats-Unis, les deux tiers des travailleurs, possède un élan révolutionnaire et est capable en définitive d'inculquer la conscience socialiste aux masses laborieuses. Mais actuellement la majorité écrasante de ses membres n'ont pas conscience de leur situation objective, se considèrent comme une "non-classe", noient leur protestation dans des élans affectifs destructeurs.

Tous ces phénomènes sociaux complexes et embrouillés méritent une analyse marxiste créatrice. Le néo-marxisme tente lui aussi, à sa façon, d'en prendre conscience. On ne peut nier que la théorie critique voit beaucoup d'une vue courte, aiguë et négative. Tout en appelant les travailleurs à une protestation générale, la théorie critique la considère comme désespérée; tout en cherchant à entraîner les masses derrière l'idée de révolution, elle se met immédiatement à les convaincre de l'inutilité de la lutte pour une société nouvelle, elle les prive de perspective.

(Temps Nouveaux, n°13, 1983)